

Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Baie-D'Urfé

Code géographique : 66112

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
------------------------------------------------------------------------------	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
-------------------------------------------------	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---------------------------------------------------------------	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie MacDowell, atteste la véracité du rapport financier
de Baie-D'Urfé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Baie-D'Urfé pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-13
(Date)

[Originale signée]

Signature



Date

2017-05-02

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Baie-D'Urfé, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Nous n'avons pas été en mesure d'auditer le passif ou l'absence de passif au titre des sites contaminés, car la documentation de la Ville était insuffisante. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour ce qui concerne les passifs, l'excédent accumulé, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et le flux de trésorerie.

Opinion

À notre avis, à l'exception des incidences possibles des problèmes décrits dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Baie-D'Urfé au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Baie-D'Urfé inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

1Par Mélanie Morel, CPA auditeur, CA

DATE 2017-05-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
1 Taxes	16 974 790	17 258 153		17 258 153	17 130 922
2 Compensations tenant lieu de taxes	112 970	127 310		127 310	259 588
3 Quotes-parts					
4 Transferts	61 510	102 090		102 090	300 750
5 Services rendus	224 320	218 471		218 471	278 749
6 Imposition de droits	765 200	1 711 365		1 711 365	1 020 962
7 Amendes et pénalités	30 000	18 800		18 800	30 645
8 Revenus de placements de portefeuille	100 000	99 425		99 425	101 556
9 Autres revenus d'intérêts	55 630	121 044		121 044	56 963
10 Autres revenus	12 150	9 163		9 163	7 267
11 Effet net des opérations de restructuration					
12	18 336 570	19 665 821		19 665 821	19 187 402
Investissement					
13 Taxes					
14 Quotes-parts					
15 Transferts					
16 Autres revenus		284 691		284 691	603 882
17 Contributions des promoteurs					
18 Autres					
19 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales					
20	18 336 570	284 691		284 691	603 882
21		19 950 512		19 950 512	19 791 284
Charges					
22 Administration générale	3 697 595	3 381 705	15 693	3 397 398	3 712 357
23 Sécurité publique	5 409 991	4 841 283	13 000	4 854 283	4 954 169
24 Transport	4 330 881	3 978 742	606 359	4 585 101	4 918 679
25 Hygiène du milieu	1 718 141	2 516 921	251 956	2 768 877	2 574 605
26 Santé et bien-être	25 764	22 958		22 958	22 260
27 Aménagement, urbanisme et développement	645 752	545 360	3 497	548 857	592 253
28 Loisirs et culture	1 672 456	1 497 059	156 010	1 653 069	1 619 457
29 Réseau d'électricité	68 200	61 543		61 543	88 745
30 Frais de financement					
31 Effet net des opérations de restructuration	1 045 414	1 046 515	(1 046 515)		
32 Amortissement des immobilisations	18 614 194	17 892 086		17 892 086	18 482 525
33	(277 624)	2 058 426		2 058 426	1 308 759
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(277 624)	2 058 426	1 308 759
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	284 691 ) (	603 882)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(277 624)	1 773 735	704 877
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	1 045 414	1 046 515	1 048 952
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 045 414	1 046 515	1 048 952
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12	15 000	15 000	15 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			6 303
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15	15 000	15 000	21 303
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	430 450 ) (	526 441 ) (	405 679)
	18	(430 450)	(526 441)	(405 679)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	222 750 ) (	25 583 ) (	(30 783))
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		467 474	267 859
Excédent de fonctionnement affecté	21		33 350	19 001
Réserves financières et fonds réservés	22	(129 590)	(129 231)	(118 481)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(352 340)	346 010	199 162
	26	277 624	881 084	863 738
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 654 819	1 568 615

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		284 691	603 882
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	()	()	()
Sécurité publique	3	()	()	()
Transport	4	()	3 506	1 063 550
Hygiène du milieu	5	()	()	()
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	63 176	35 123
Loisirs et culture	8	222 750	589 434	75 994
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	222 750	656 116	1 174 667
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			(42 902)
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	222 750	25 583	(30 783)
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		63 176	845 774
Excédent de fonctionnement affecté	16		282 666	14 960
Réserves financières et fonds réservés	17			69 728
	18	222 750	371 425	899 679
	19		(284 691)	(317 890)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20			285 992

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	2 227 350	1 961 318	2 161 920
Charges sociales	2	512 130	482 298	511 538
Biens et services	3	3 559 480	2 990 993	3 254 485
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	59 594	48 369	67 378
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	8 106	12 583	18 045
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	500	591	3 322
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	11 201 620	11 349 419	11 416 885
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14	1 045 414	1 046 515	1 048 952
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	18 614 194	17 892 086	18 482 525

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Revenus				
Taxes	1	16 974 790	17 258 153	17 130 922
Compensations tenant lieu de taxes	2	112 970	127 310	259 588
Quotes-parts	3			
Transferts	4	61 510	102 090	904 632
Services rendus	5	224 320	218 471	278 749
Imposition de droits	6	765 200	1 711 365	1 020 962
Amendes et pénalités	7	50 000	18 800	30 645
Revenus de placements de portefeuille	8		99 425	101 556
Autres revenus d'intérêts	9	135 630	121 044	56 963
Autres revenus	10	12 150	293 854	7 267
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	18 336 570	19 950 512	19 791 284
Charges				
Administration générale	14	3 718 398	3 397 398	3 712 357
Sécurité publique	15	5 411 441	4 854 283	4 954 169
Transport	16	4 961 636	4 585 101	4 918 679
Hygiène du milieu	17	1 978 696	2 768 877	2 574 605
Santé et bien-être	18	25 764	22 958	22 260
Aménagement, urbanisme et développement	19	645 752	548 857	592 253
Loisirs et culture	20	1 804 307	1 653 069	1 619 457
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	68 200	61 543	88 745
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	18 614 194	17 892 086	18 482 525
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(277 624)	2 058 426	1 308 759
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		23 251 722	21 991 177
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(48 214)
Solde redressé	28		23 251 722	21 942 963
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		25 310 148	23 251 722

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(277 624)	2 058 426	1 308 759
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	222 750 ) (	656 116 ) (	1 174 667)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	1 045 414	1 046 515	1 048 952
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	822 664	390 399	(125 715)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			11 727
	11			11 727
	12	545 040	2 448 825	1 194 771
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	545 040	2 448 825	1 194 771
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		7 160 747	6 014 190
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(48 214)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		7 160 747	5 965 976
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		9 609 572	7 160 747

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	11 080 161	8 261 945
Débiteurs (note 5)	2	2 163 388	2 793 010
Prêts (note 6)	3	24 200	39 200
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	13 267 749	11 094 155
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 726 821	1 407 346
Revenus reportés (note 12)	12	59 856	64 562
Dette à long terme (note 13)	13	1 871 500	2 461 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	3 658 177	3 933 408
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	9 609 572	7 160 747
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	15 700 576	16 090 975
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20		
	21	15 700 576	16 090 975
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	25 310 148	23 251 722

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 058 426	1 308 759
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 046 515	1 048 952
Autres	3		
-	4		
	5	3 104 941	2 357 711
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	629 622	(953 068)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	319 475	(74 457)
Revenus reportés	9	(4 706)	(54 696)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		11 727
	14	4 049 332	1 287 217
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(656 116)	(1 174 667)
Produit de cession	16		
	17	(656 116)	(1 174 667)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	15 000	15 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		6 303
	22	15 000	21 303
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(590 000)	(478 900)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres	27		
-	28		
	29	(590 000)	(478 900)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	2 818 216	(345 047)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	8 261 945	8 606 992
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	8 261 945	8 606 992
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	11 080 161	8 261 945

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Baie-D'Urfé est un organisme municipal créé le 1 janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003, chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les excédents sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariat

N/A

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****Placements de portefeuille**

Les placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières ou de valeurs locatives prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

E) Actifs non financiers**Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	10, 15 et 40 ans
Véhicules	5, 10 et 15 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 et 10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Stocks

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

I) Instruments financiers

N/A

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	811 644	890 710
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	962 202	954 318
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	191 616	676 652
Organismes municipaux	7	37 500	37 500
Autres			
- Mutation, intérêts, autres	8	160 426	233 830
-	9		
	10	2 163 388	2 793 010
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	348 152	411 712
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	348 152	411 712
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
- Yacht et tennis Club	18	24 200	39 200
-	19		
	20	24 200	39 200
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27	(_____)	(_____)
	28	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30		
Régimes à cotisations déterminées	31	137 726	135 122
Autres régimes (REER et autres)	32		
Régimes de retraite des élus municipaux	33	15 243	16 536
	34	152 969	151 658
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35		
Autres	36		
	37		
Note			
10. Emprunts temporaires			
La Ville dispose d'une ligne de crédit de 1 700 000 \$ au taux préférentiel. Le solde de la marge de crédit utilisé est à zéro au 31 décembre 2016.			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	528 567	410 463
Salaires et avantages sociaux	39	282 784	331 836
Dépôts et retenues de garantie	40	761 573	511 150
Provision pour contestations d'évaluation	41	123 350	123 350
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts courus	44	30 547	30 547
-	45		
-	46		
-	47		
-	48		
	49	1 726 821	1 407 346
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51		
Fonds parcs et terrains de jeux	52	48 214	48 214
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- CARRA	56	11 642	16 348
-	57		
-	58		
-	59		
	60	59 856	64 562

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,90	2,39	2018	2030	61	1 871 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					62	
Gains (pertes) de change reportés					63	
					64	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	
Organismes municipaux					66	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67	
Autres					68	
					69	1 871 500
						2 461 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	() ()
					71	1 871 500
						2 461 500

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2017	72	80	457 800	88	97	105	457 800
2018	73	81	374 900	89	98	106	374 900
2019	74	82	338 700	90	99	107	338 700
2020	75	83	327 800	91	100	108	327 800
2021	76	84	289 000	92	101	109	289 000
2022 et +	77	85	83 300	93	102	110	83 300
	78	86	1 871 500	94	103	111	1 871 500
Intérêts et frais accessoires				95		112	()
	79	87	1 871 500	96	104	113	1 871 500

Note

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	9 609 572
Tiers		7 160 747
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	() ()
Autres	116	() ()
	117	9 609 572
		7 160 747

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	118	6 381 802	146		173		200	6 381 802	
Eaux usées	119	3 842 581	147		174		201	3 842 581	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	10 635 209	148	3 506	175		202	10 638 715	
Autres	121	4 856 362	149		176		203	4 856 362	
Réseau d'électricité	122		150		177		204		
Bâtiments	123	4 774 228	151		178		205	4 774 228	
Améliorations locatives	124		152		179		206		
Véhicules	125	1 676 449	153		180		207	1 676 449	
Ameublement et équipement de bureau	126	307 234	154		181		208	307 234	
Machinerie, outillage et équipement divers	127	663 812	155	63 176	182		209	726 988	
Terrains	128	1 438 437	156	284 691	183		210	1 723 128	
Autres	129		157		184		211		
	130	<u>34 576 114</u>	158	<u>351 373</u>	185		212	<u>34 927 487</u>	
Immobilisations en cours	131		159	304 743	186		213	304 743	
	132	<u>34 576 114</u>	160	<u>656 116</u>	187		214	<u>35 232 230</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	133	3 915 747	161	120 843	188		215	4 036 590	
Eaux usées	134	2 233 828	162	123 751	189		216	2 357 579	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	6 060 769	163	370 960	190		217	6 431 729	
Autres	136	1 994 515	164	137 022	191		218	2 131 537	
Réseau d'électricité	137		165		192		219		
Bâtiments	138	2 295 434	166	140 465	193		220	2 435 899	
Améliorations locatives	139		167		194		221		
Véhicules	140	1 196 448	168	107 408	195		222	1 303 856	
Ameublement et équipement de bureau	141	288 273	169	10 938	196		223	299 211	
Machinerie, outillage et équipement divers	142	500 125	170	35 128	197		224	535 253	
Autres	143		171		198		225		
	144	<u>18 485 139</u>	172	<u>1 046 515</u>	199		226	<u>19 531 654</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>16 090 975</u>					227	<u>15 700 576</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	228		231		233		235		
Amortissement cumulé	229	()	232	()	234	()	236	()	
Valeur comptable nette	230						237		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	238	
Immeubles industriels municipaux	239	
Autres	240	
	241	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	
Note		
<hr/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
-	244	
-	245	
-	246	
Autres		
-	247	
-	248	
	249	
Note		

18. Obligations contractuelles

Contrats

La Ville s'est engagée à payer au cours des prochains exercices, les sommes suivantes relatives aux contrats qu'elle a octroyés:

	2017	2018	2019	2020
Déneigement	83 846\$			
Matières résiduelles	174 970\$	173 316\$	174 463\$	121 252\$
Service de conciergerie	104 806\$			

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

La Ville fait l'objet de la réclamation suivante:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

- 222 678\$ à titre des dommages subis lors de la réfection d'infrastructures.

Le dénouement de cette réclamation est indéterminable, mais ne devrait pas avoir d'incidence significative sur la situation financière de la Ville puisqu'elle fait l'objet d'une couverture d'assurance adéquate.

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

À la suite d'une analyse de la comptabilisation des fonds réservés effectuée par le MAMOT, la Ville a modifié rétroactivement sa méthode de comptabilisation du fonds réservé "Fonds de parcs et terrains de jeux".

La méthode de comptabilisation utilisée par la Ville ne respectait pas les critères édictés au chapitre SP 3100, lesquels prévoient que ces sommes doivent être présentées à titre de revenus reportés tant qu'elles ne peuvent pas être constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont utilisées aux fins prescrites.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015 :

État de la situation financière

Revenus reportés	(48 214 \$)
Excédent (déficit) accumulé	48 214 \$

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	250 11 080 161	8 261 945
Découvert bancaire	251 () ()	
<i>Ajouter</i>		
-	252	
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
-	256 () ()	
-	257 () ()	
-	258 () ()	
-	259 () ()	
-	260 () ()	
-	261 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262 11 080 161	8 261 945
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

2016

2015

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	<u>267</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	<u>270</u>
Autres charges	271
	<u>272</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	273

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	() (
	<u>279</u>		
	<u>280</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	281
Revenus reportés	282
Dette à long terme	283
	<u>284</u>

Solde du Fonds local d'investissement	285
----------------------------------------------	------------

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	<u>289</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité

2016

2015

RÉSULTATS	
Revenus	
Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<u>293</u>
Charges	
Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<u>296</u>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<u>299</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	<u>300</u>

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs	
Encaisse	301
Placements de portefeuille	302
Débiteurs	303
Prêts aux entreprises	304
Provision pour moins-value	305 () ()
	<u>306</u>
	<u>307</u>
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<u>311</u>
Solde du Fonds local de solidarité	
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<u>314</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<u>317</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 6 887 478	5 954 308
Excédent de fonctionnement affecté	2 3 244 343	2 369 359
Réserves financières et fonds réservés	3 958 730	829 499
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	5 18 169	18 169
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 14 201 428	14 080 387
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 25 310 148	23 251 722
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 6 887 478	5 954 308
Organismes contrôlés ¹	10	11
	11 6 887 478	5 954 308
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Mur anti-bruit (Berm)	12 600 000	300 000
- Aménagement hôtel de ville	13 1 300 785	1 070 785
- Pavage et drainage	14 322 334	155 000
- Glissoire, carroussel et terrain	15 72 040	55 040
- Élections	16 50 535	40 535
- Autres	17 98 500	122 830
- Arbres	18 800 149	625 169
-	19	
-	20	
	21 3 244 343	2 369 359
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
	22	
	23	
	24	
	25	
	26 3 244 343	2 369 359
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 958 730	829 499
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34	
Organismes contrôlés	35	
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres	40	
-	41	
	42 958 730	829 499
	43 958 730	829 499

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () (
Régimes non capitalisés	45 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 () (
Autres	47 () (
Régimes non capitalisés	48 () (
	49 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () (
Autres		
-	53 () (
-	54 () (
	55 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () (
Intérêts sur la dette à long terme	57 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () (
Utilisation du fonds de roulement	59 () (
Mesure relative aux frais reportés	60 () (
Autres		
-	61 () (
-	62 () (
	63 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () (
Autres		
-	67 () (
-	68 () (
	69 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 () (

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76 18 169	18 169
Investissements à financer	77 () ()	()
	78 18 169	18 169
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 15 700 576	16 090 975
Propriétés destinées à la revente	80	
Prêts	81 24 200	39 200
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 15 724 776	16 130 175
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 1 871 500	2 461 500
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (348 152) (411 712)	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()	()
	90 1 523 348	2 049 788
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 1 523 348	2 049 788
	93 14 201 428	14 080 387

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 ()	()
Rendement espéré des actifs	35	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36	
Charge de l'exercice	36	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

Cadres

La Ville a instauré, en janvier 2007, un Régime de retraite simplifié du Québec qui vise à fournir un revenu qui s'ajoutera à la rente du Régime des rentes du Québec et à la pension de la Sécurité de la vieillesse tout en offrant une flexibilité quant à l'immobilisation de certaines sommes.

La cotisation salariale de base est égale à 9% de la rémunération de base versée à l'employé au cours de l'année. La cotisation patronale que doit verser l'employeur est égale à 9% du salaire de l'employé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Cols bleus

La Ville a instauré, en janvier 2007, un Régime de retraite simplifié du Québec qui vise à fournir un revenu qui s'ajoutera à la rente du Régime des rentes du Québec et à la pension de la Sécurité de la vieillesse tout en offrant une flexibilité quant à l'immobilisation de certaines sommes. Il s'agit d'un régime ouvert.

La cotisation salariale de base est égale à 8% de la rémunération de base versée à l'employé au cours de l'année. La cotisation patronale que doit verser l'employeur est égale à 8% du salaire de l'employé.

Charge de l'exercice	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Cotisations de l'employeur	91 <u>137 726</u>	<u>135 122</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice ⁹² _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur ⁹³		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

⁹⁴ Oui
⁹⁵ Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice ⁹⁶	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM ⁹⁷	3 120	3 513
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM ⁹⁸	10 514	11 840
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM ⁹⁹	4 729	4 696
	¹⁰⁰ 15 243	16 536

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

Administration municipale		
Dette à long terme	1	1 871 500
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	348 152
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 523 348
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	1 523 348
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	74 907
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	1 598 255
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	12 254 000
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	12 254 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	13 852 255
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	15 659 620	15 856 143	15 814 264
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	15 659 620	15 856 143	15 814 264
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	700 000	787 104	695 938
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Sécurité industrielle	14	190 190	190 191	188 311
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	424 980	424 715	432 409
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 315 170	1 402 010	1 316 658
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 315 170	1 402 010	1 316 658
	26	16 974 790	17 258 153	17 130 922

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalizations 2016	Réalizations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	8 380	9 919	19 179
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	8 380	9 919	19 179
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	104 590	117 391	240 409
	35	104 590	117 391	240 409
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	112 970	127 310	259 588
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité				
Autres	48			
	49			
	50			
	51	112 970	127 310	259 588

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		196 862
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59	17 000	11 514
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	49 960	20 802
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	11 550	18 049
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	61 510	247 227

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Budget	Réalizations	Réalizations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		603 882
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		603 882

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	55 235	53 523
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138	55 235	53 523
TOTAL DES TRANSFERTS	139 61 510	102 090	904 632

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>		Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS		2016	2016	2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	18 000		
	143	18 000		
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	155			
Traitement des eaux usées	156		18 000	18 000
Réseaux d'égout	157			
	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	159			
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		18 000	18 000
Santé et bien-être				
Logement social				
Autres	168			
	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	171			50 000
Promotion et développement économique	172			
Autres	173			
	174			
	175			50 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives				
Activités culturelles	176			
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité				
	180			
	181	18 000	18 000	68 000

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	19 280	15 711	16 396
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184		1 960	2 405
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	71 440	74 897	76 484
Santé et bien-être	191	950		
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	114 650	107 903	115 464
Réseau d'électricité	194			
	195	206 320	200 471	210 749
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	224 320	218 471	278 749
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	44 200	79 882	83 939
Droits de mutation immobilière	198	721 000	1 631 483	937 023
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	765 200	1 711 365	1 020 962
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	30 000	18 800	30 645
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	203	100 000	99 425	101 556
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	55 630	121 044	56 963
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			(6 303)
Contributions des promoteurs	208		284 691	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			
Autres	212	12 150	9 163	13 570
	213	12 150	293 854	7 267
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	163 410	147 120	147 120	143 377
Grefe et application de la loi	2	359 190	292 023	292 023	301 060
Gestion financière et administrative	3	748 350	652 445	14 190	798 465
Évaluation	4	100 815	89 834	1 503	92 076
Gestion du personnel	5	20 900	52 740	52 740	35 936
Autres	6	2 304 930	2 147 543	2 147 543	2 341 443
-	7				
	8	3 697 595	3 381 705	15 693	3 397 398
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	3 409 773	3 038 395	3 038 395	3 076 970
Sécurité incendie	10	1 857 229	1 654 947	9 042	1 718 020
Sécurité civile	11	11 202	9 982	3 958	12 052
Autres	12	131 787	137 959	137 959	147 127
	13	5 409 991	4 841 283	13 000	4 954 169
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voie municipale	14	755 888	789 377	604 761	1 675 855
Enlèvement de la neige	15	492 257	235 108	1 598	253 701
Éclairage des rues	16	205 085	94 533	94 533	143 250
Circulation et stationnement	17	45 882	13 769	13 769	32 849
Transport collectif					
Transport en commun	18	2 761 199	2 460 462	2 460 462	2 359 583
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	70 570	385 493	385 493	453 441
	22	4 330 881	3 978 742	606 359	4 585 101
					4 918 679

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	243 950	280 649	280 649	145 451
Réseau de distribution de l'eau potable	24	211 006	1 295 272	1 416 115	1 371 657
Traitement des eaux usées	25	158 210	116 785	116 785	142 604
Réseaux d'égout	26	142 745	43 669	174 782	201 321
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	140 520	437 834	437 834	472 979
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	225 298	253 360	253 360	128 760
Tri et conditionnement	30	333 808			
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	253 604	82 635	82 635	109 632
Autres	39	9 000	6 717	6 717	2 201
	40	1 718 141	2 516 921	2 519 566	2 574 605
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	11 202	9 982	9 982	9 106
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	14 562	12 976	12 976	13 154
	44	25 764	22 958	22 958	22 260
AMENAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	249 135	172 419	175 916	252 585
Rénovation urbaine	46				
Biens patrimoniaux	47	29 124	25 952	25 952	25 296
Autres biens					
Promotion et développement économique	48	365 253	344 993	344 993	312 348
Industries et commerces	49				
Tourisme	50	2 240	1 996	1 996	2 024
Autres	51				
Autres	52	645 752	545 360	3 497	548 857
					592 253

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	1 148 220	58 279		58 279	61 067
Patinoires intérieures et extérieures		55 696	13 866	69 562	69 074
Piscines, plages et ports de plaisance		13 920	25 393	39 313	40 617
Parcs et terrains de jeux		400 115	116 751	516 866	515 485
Parcs régionaux					
Expositions et foires					
Autres	157 943	154 313		154 313	134 460
	1 306 163	682 323	156 010	838 333	820 703
Activités culturelles					
Centres communautaires					
Bibliothèques		130 000		130 000	119 500
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition					
Autres ressources du patrimoine					
Autres	366 293	684 736		684 736	679 254
	366 293	814 736		814 736	798 754
	1 672 456	1 497 059	156 010	1 653 069	1 619 457
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts		60 952		60 952	85 423
Autres frais	67 700				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs		591		591	3 322
Autres	500				
	68 200	61 543		61 543	88 745
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTION					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	1 045 414	1 046 515 (		1 046 515)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Baie-D'Urfé (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

Par Mélanie Morel, CPA auditeur, CA

DATE 2017-05-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>17 258 153</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10 <u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>17 258 153</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	17 258 153
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>17 258 153</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 302 761
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>8 302 761</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>8 955 392</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	1 250 511 501
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	1 254 173 003
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	1 252 342 252

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	8 955 392
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	1 252 342 252
Taux global de taxation réel de 2016	6	[] [] , [7] [1] [5] [1] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	1 250 511 503
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	1 254 253 303
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	1 252 382 403

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	222 750	3 506	850 928
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		304 743	57 592
Autres infrastructures	11			110 134
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			56 304
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			17 487
Ameublement et équipement de bureau	18			
Machinerie, outillage et équipement divers	19		63 176	82 222
Terrains	20		284 691	
Autres	21			
	22	222 750	656 116	1 174 667

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		308 249	1 018 654
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		347 867	156 013
	34		656 116	1 174 667

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 461 500		590 000	1 871 500
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	2 461 500		590 000	1 871 500
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 754 605		358 583	1 396 022
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	295 183		167 857	127 326
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	2 049 788		526 440	1 523 348
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	411 712		63 560	348 152
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	411 712		63 560	348 152
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	411 712		63 560	348 152
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	411 712		63 560	348 152
	26	2 461 500		590 000	1 871 500
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	2 461 500		590 000	1 871 500

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	100 815	89 834	92 076
Autres	3	1 798 980	1 750 848	1 964 122
Sécurité publique				
Police	4	3 409 773	3 038 395	3 076 970
Sécurité incendie	5	1 857 229	1 654 947	1 708 978
Sécurité civile	6	11 202	9 982	8 095
Autres	7	48 167	75 834	77 480
Transport				
Réseau routier	8	8 961	7 985	8 095
Transport collectif	9	2 761 199	2 460 462	2 359 583
Autres	10	70 570	62 884	52 615
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11		1 187 112	1 124 835
Matières résiduelles	12	333 808	297 451	318 726
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14		23 956	23 272
Autres	15	26 884		
Santé et bien-être				
Logement social	16	11 202	9 982	9 106
Autres	17	14 562	12 976	13 154
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	33 605	29 945	21 248
Rénovation urbaine	19	29 124	25 952	25 296
Promotion et développement économique	20	159 063	141 739	101 183
Autres	21	2 240	1 996	2 024
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	157 943	140 740	116 360
Activités culturelles	23	366 293	326 399	313 667
Réseau d'électricité				
	24			
	25	11 201 620	11 349 419	11 416 885

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	19,00	35,00	29 512,00	1 097 958	288 971	1 386 929
2 Professionnels						
3 Cols blancs						
4 Cols bleus	19,00	36,00	27 991,00	761 950	176 305	938 255
5 Policiers						
6 Pompiers						
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8 Élus	38,00		57 503,00	1 859 908	465 276	2 325 184
9	7,00			101 410	17 022	118 432
10	45,00			1 961 318	482 298	2 443 616

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Gouvernement du Québec

	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
--	----------------	----------------	---------------------------	----------------------------------------------------------	-------

11 Transport en commun					
Eau et égout					
12 Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
13 Réseau de distribution de l'eau potable					
14 Traitement des eaux usées					
15 Réseaux d'égout		102 090			102 090
16 Autres		102 090			102 090
17		102 090			102 090

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+		=	-				
Administration générale								
1	292 023	27	53	292 023	79	105	292 023	131
2	89 834	28	1 503	91 337	80	106	91 337	132
3	2 999 848	29	14 190	3 014 038	81	15 711	2 998 327	133
4	3 381 705	30	15 693	3 397 398	82	15 711	3 381 687	134
5	3 038 395	31	57	3 038 395	83	109	3 038 395	135
6	1 654 947	32	9 042	1 663 989	84	110	1 663 989	136
7	9 982	33	3 958	13 940	85	111	13 940	137
8	137 959	34	60	137 959	86	112	137 959	138
9	4 841 283	35	13 000	4 854 283	87	113	4 854 283	139
Transport								
Réseau routier								
10	789 377	36	604 761	1 394 138	88	1 960	1 392 178	140
11	235 108	37	1 598	236 706	89	115	236 706	141
12	108 302	38	64	108 302	90	116	108 302	142
13	2 460 462	39	65	2 460 462	91	117	2 460 462	143
14	385 493	40	65	385 493	92	118	385 493	144
15	3 978 742	41	606 359	4 585 101	93	1 960	4 583 141	145
Hygiène du milieu								
Eau et égout								
Approvisionnement et traitement de l'eau potable								
16	280 649	42	68	280 649	94	120	280 649	146
17	1 295 272	43	120 843	1 416 115	95	74 897	1 341 218	147
18	116 785	44	70	116 785	96	18 000	98 785	148
19	43 669	45	131 113	174 782	97	123	174 782	149
Matériaux résiduelles								
Déchets domestiques et assimilés								
20	437 834	46	72	437 834	98	124	437 834	150
Matériaux recyclables								
21	253 360	47	73	253 360	99	125	253 360	151
22		48	74		100	126		152
23		49	75		101	127		153
24	82 635	50	76	82 635	102	128	82 635	154
25	6 717	51	77	6 717	103	129	6 717	155
26	2 516 921	52	251 956	2 768 877	104	92 897	2 675 980	156
33-1								

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=				
Santé et bien-être								
Logement social	157	9 982	172	187	9 982	202	217	9 982
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218	
Autres	159	12 976	174	189	12 976	204	219	12 976
	160	22 958	175	190	22 958	205	220	22 958
Aménagement, urbanisme et développement								
Aménagement, urbanisme et zonage	161	172 419	176	3 497	175 916	206	221	175 916
Rénovation urbaine	162	25 952	177	192	25 952	207	222	25 952
Promotion et développement économique	163	346 989	178	193	346 989	208	223	346 989
Autres	164		179	194		209	224	
	165	545 360	180	3 497	548 857	210	225	548 857
Loisirs et culture								
Activités récréatives	166	682 323	181	156 010	838 333	211	107 903	730 430
Activités culturelles	167	130 000	182	197	130 000	212	227	130 000
Bibliothèques	168	684 736	183	198	684 736	213	228	684 736
Autres	169	1 497 059	184	156 010	1 653 069	214	107 903	1 545 166
	170		185	200		215	230	
Réseau d'électricité								
	171	16 784 028	186	1 046 515	17 830 543	216	218 471	17 612 072
				201			231	61 543

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	656 116	1 174 667
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	656 116	1 174 667

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	5 954 308	4 951 486
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	1	
Solde redressé au début de l'exercice	3	5 954 309	4 951 486
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 654 819	1 568 615
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(467 474)	(267 859)
Activités d'investissement	6	(63 176)	(845 774)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 191 000)	(640 030)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		1 187 870
	11	933 169	1 002 822
Solde à la fin de l'exercice	12	6 887 478	5 954 308
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 369 359	1 763 290
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 369 359	1 763 290
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(33 350)	(19 001)
Activités d'investissement	17	(282 666)	(14 960)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 191 000	640 030
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	874 984	606 069
Solde à la fin de l'exercice	22	3 244 343	2 369 359
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	829 499	828 960
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(48 214)
Solde redressé au début de l'exercice	25	829 499	780 746
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	129 231	118 481
Activités d'investissement	27		(69 728)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	129 231	48 753
Solde à la fin de l'exercice	31	958 730	829 499

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**2016****2015****Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	()	()
Affectations			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36		
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38		
Solde à la fin de l'exercice	39	()	()

Financement des investissements en cours

Solde au début de l'exercice	40	18 169	920 047
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		
Solde redressé au début de l'exercice	42	18 169	920 047
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43		285 992
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		(1 187 870)
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46		
	47		(901 878)
Solde à la fin de l'exercice	48	18 169	18 169

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs

Solde au début de l'exercice	49	14 080 387	13 527 394
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		
Solde redressé au début de l'exercice	51	14 080 387	13 527 394
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55		
Variation résiduelle de l'exercice	56	121 041	552 993
Solde à la fin de l'exercice	57	14 201 428	14 080 387

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 200 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 200 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[0] , [5] [9] [5] [0] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[0] , [5] [9] [5] [0] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[3] , [0] [6] [7] [5] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[1] , [1] [9] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

**TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="7"/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Égout	2	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> %
-----------------------------------------------	---	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau au compteur (50 000 gallons)	89,0000	4	
Eau excédentaire	3,5800	7	
Service de sécurité	2 881,6800	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....
Facteur comparatif de 2016	31	.....
Valeur uniformisée	32	_____	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	_____ \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	_____ \$	
b) Dépenses d'investissement	37	_____ \$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	_____ \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39	_____	
b) Date d'adoption de la résolution	40	_____	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	15 443 802
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	15 443 802

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	694 700
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	424 730
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	1 119 430

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 119 430
	26	16 563 232

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	12 090
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	12 090
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	104 805
	9	104 805
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	116 895

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	116 895

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)	4	894 489 303 X 5	0,5845 /100\$ 6				5 228 290
Résiduelle (résidentielle et autres)	7	16 440 000 X 8	0,5845 /100\$ 9				96 092
Immeubles de 6 logements ou plus	10	337 745 900 X 11	2,9500 /100\$ 12				9 963 500
Immeubles non résidentiels	13	X 14	/100\$ 15				
Immeubles industriels							
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	13 337 600 X 20	1,1690 /100\$ 21				155 920
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (	27 (	28	29
			15 443 802				15 443 802
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (	56 (	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total				26 (	27 (	28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total				55 (	56 (	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (	63 (	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	[] [8] [9] , [0] [0] \$
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] [] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
taxe d'eau au compteur résidentiel	3,5800	7	1000 gallons exc. 50000
taxe d'eau compteur 1 1/2 pouce	3,5800	7	non res / 1000 gls
taxe d'eau au compteur multifamiliale	3,5800	7	exc. 40000 gls
taxe d'eau au compteur multifamiliale	71,0000	4	1000 gal jusqu'a 40 000

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>16 563 232</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>16 563 232</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	16 563 232
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	.....
Total partiel	4	<u>16 563 232</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	<u>7 989 379</u>
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	.....
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10 <u>7 989 379</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	<u>8 573 853</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel

1 8 573 853

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale

2 1 262 012 803

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 + ligne 2) x 100 \$

3

	0
--	---

 ,

6	7	9	4
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	1	2	3	4	5	6	7	8
	Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres		6 logements ou plus	Immeubles agricoles	
Taxes sur la valeur foncière								
Générales	9 963 500		155 920			96 092		
De secteur								
Autres								
Taxes sur une autre base								
Taxes, compensations et tarification								
Service de la dette	373 877							
Autres	430 000							
Taxes d'affaires								
Sur la valeur locative								
Autres								
	10 767 377		155 920			96 092		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DECEMBRE 2017

		Résiduelle		Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences		Autres
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9	5 228 290		15 443 802
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12	50 853		424 730
Autres	13	264 700		694 700
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16	5 543 843		16 563 232

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	19 217 415 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	392 300 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	39 620 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	110 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 20410, chemin Lakeshore
(no) (rue)
Baie-D'Urfé H9X 1P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 457-5324
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 457-5671
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jmacdowell@baie-durfe.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Julie MacDowell

Téléphone (514) 457-3378
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 457-5671
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jmacdowell@baie-durfe.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom DCA, comptable professionnel agréé inc.

Titre Comptable Professionnel Agréé

Adresse 611, boul. de l'Industrie
(no) (rue)
Saint-Paul-de-Joliette J0K 3E0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 756-1851
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 756-0226
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mmorel@dca-sf.ca

Responsable du dossier Mélanie Morel, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie MacDowell , atteste que le rapport financier de Baie-D'Urfé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-09 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Baie-D'Urfé .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Baie-D'Urfé consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Baie-D'Urfé détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 2 058 426 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,7151 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-04 19:57:15

Date de transmission au Ministère : 2017/05/10